



Rapport annuel 2019

sur l'application du
règlement # 18-472

sur la gestion
contractuelle



11 FEVRIER

Municipalité de Lambton

Déposé à la séance ordinaire du 11 février 2020

1. PRÉAMBULE

Sanctionné le 16 juin 2017, la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (la Loi) permet, depuis le 1^{er} janvier 2018, à une municipalité de prévoir les règles régissant la passation de ses contrats dont le montant de la dépense est de 25 000\$ et plus, mais inférieur au seuil obligeant l'appel d'offres publics. L'article 938.1.2 du Code municipal du Québec (C.M.) exige que des règles à cet effet soient prévues au règlement de gestion contractuelle de la municipalité. Pour accompagner ce nouveau pouvoir, la Loi est aussi venue obliger les municipalités à produire un rapport annuel portant sur l'application de leur règlement de gestion contractuelle. L'article 938.1.2 du C.M., prévoit que ce rapport soit déposé lors d'une séance du conseil au moins une fois par an.

2. OBJET

Ce rapport a pour objectif de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la Municipalité en renseignant les citoyens sur l'application des mesures prévues à son règlement.

3. LE RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Le règlement sur la gestion contractuelle a été adopté par le conseil le 11 septembre 2018. La Municipalité se donne ainsi la possibilité d'accorder des contrats de gré à gré jusqu'au seuil décrété par le ministre (présentement le seuil est de 101 100\$) pour tous types de contrats en incluant certaines règles de passation de ces contrats.

Vous pouvez consulter le règlement # 18 - 472 sur la gestion contractuelle sur le site internet de la Municipalité : www.lambton.ca

4. MODES DE SOLLICITATION

La Municipalité peut conclure des contrats selon les trois principaux modes de sollicitation possibles : le contrat conclu de gré à gré, le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation ou le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres public (SEAO). Les dispositions prévues à la Loi sont respectées.

L'estimation de la dépense du contrat à octroyer sert à déterminer le mode de sollicitation à utiliser. Lors d'une demande de prix de gré à gré, les justifications visant la transparence et la saine gestion des fonds publics doivent être présentées et des mesures doivent avoir été prévues afin de favoriser la mise en concurrence et la rotation parmi les fournisseurs potentiels.

5. CONTRATS OCTROYÉS PAR LA MUNICIPALITÉ EN 2019 (SEAO)

La Municipalité doit passer par une demande de soumissions publique afin d'octroyer un contrat dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres public. La Municipalité doit alors respecter des délais minimaux de réception des soumissions de 15 jours ou de 30 jours et ouvrir les demandes de soumissions à certains territoires, selon ce qui est prévu dans le règlement ministériel fixant les valeurs de seuils et les délais minimaux de réception des soumissions.

| CONTRATS OCTROYÉS PAR LA MUNICIPALITÉ EN 2019 (SEAO) | |
|---|---------------|
| Nature du contrat | Nombre |
| Approvisionnement | 1 |
| Services techniques | 2 |
| Travaux de construction | 3 |

6. CONTRATS CONCLUS SUR INVITATION (AVIS D'APPELS D'OFFRES)

La Municipalité peut prévoir les règles de passation des contrats qui comportent une dépense supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public dans un règlement sur la gestion contractuelle (RGC) précisant pour quelles catégories de contrats ces règles s'appliqueront.

La Municipalité n'a pas adopté de mesure de passation particulière dans son RGC. Le conseil peut accorder les contrats de gré à gré si la dépense est de 25 000 \$ ou plus, mais inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public, mais rien n'empêche de procéder à un appel d'offres par voie d'invitation écrite auprès d'au moins deux fournisseurs.

| CONTRATS CONCLUS SUR INVITATION (AVIS D'APPELS D'OFFRES) | |
|---|---------------|
| Nature du contrat | Nombre |
| Approvisionnement | 1 |
| Assurance | 1 |
| Services techniques | 14 |
| Services professionnels | 6 |
| Travaux de construction | 9 |

Vous pouvez consulter les différentes listes des contrats octroyés sur le site internet de la municipalité au : <https://www.lambton.ca/la-municipalite/administration-et-finance/rapport-financiers>

7. CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ

Le Règlement de gestion contractuelle ne prévoit aucune règle spécifique à ce type de contrat. Pour l'année 2019, 17 contrats d'ordre professionnel, technique, d'approvisionnements et de constructions ont été conclus de gré à gré, selon les règles en vigueur.

8. MESURES

Des mesures sont établies concernant des situations de tentatives de corruption, d'intimidation, de trafic d'influence, de conflits d'intérêts et autres. Des déclarations ou des dénonciations doivent être faites selon le cas.

9. PLAINTES

Aucune plainte n'a été reçue concernant l'application du Règlement sur la gestion contractuelle.

10. SANCTION

Aucune sanction n'a été appliquée concernant l'application du Règlement sur la gestion contractuelle.

11. CONCLUSION

La Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l’Autorité des marchés publics (AMP) (projet de loi no 108) est en vigueur depuis le 8 mai 2019 et accorde des droits supplémentaires aux soumissionnaires qui peuvent déposer une plainte à l’AMP. Nous devons faire preuve d’une vigilance encore plus importante durant tout le processus d’appel d’offres, d’abord en amont lors de la préparation, le montage, la rédaction des appels d’offres jusqu’à l’adjudication du contrat en passant par la sélection des membres du comité de sélection.

Extrême prudence, rigueur accrue, vigilance doivent nous guider dans l’application du Règlement de la gestion contractuelle, et ce d’autant plus que le monde municipal fait face à une inflation législative suite aux récents scandales.

Rapport déposé lors de la séance du 11 février 2020.



Marcelle Paradis
Directrice générale et secrétaire-trésorière
Municipalité de Lambton